

Politique de défense des politiques publiques responsables aux États-Unis – Changer les choses de façon positive Mise à jour : 26 mars 2024

Keurig Dr Pepper Inc. (KDP) participe à la défense des politiques publiques aux États-Unis pour veiller à ce que nos intérêts soient bien représentés. Une politique publique bien conçue est un catalyseur qui aide KDP à respecter ses engagements envers ses diverses parties prenantes. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne notre énoncé de mission, Soif de faire le bien, dans lequel la politique publique joue un rôle essentiel pour nous aider à respecter nos engagements en matière de responsabilité sociétale d'entreprise en vertu de nos quatre piliers stratégiques: 1) Environnement 2) Chaîne d'approvisionnement 3) Santé et mieux-être et 4) Gens et communautés.

Nous maintenons un processus de surveillance rigoureux pour veiller à ce que nos activités de plaidoyer et nos contributions politiques par l'entremise du Comité d'action politique de KDP soient transparentes et faites conformément à toutes les lois applicables sur la divulgation et le financement des campagnes, ainsi qu'à la politique de l'entreprise.

I. Gouvernance et surveillance

Conseil d'administration de KDP

Le Conseil d'administration de KDP a la responsabilité de surveiller la défense de nos politiques publiques, y compris nos activités de lobbying, les activités du Comité d'action politique de KDP et les paiements aux associations commerciales et autres organisations exonérées d'impôt qui peuvent être utilisés à des fins politiques. Notre vice-président, Affaires gouvernementales, rend compte périodiquement de ces questions au Conseil.

Équipe des Affaires gouvernementales

Notre équipe des Affaires gouvernementales est dirigée par notre vice-président, Affaires gouvernementales, qui relève directement de notre chef de la direction, Affaires corporatives, une membre de l'équipe de la haute direction de KDP. Notre vice-président, Affaires gouvernementales est responsable de la gestion de la stratégie d'engagement des politiques publiques de KDP et examine régulièrement nos priorités législatives et nos contributions politiques avec l'équipe de la haute direction de KDP. L'équipe des Affaires gouvernementales de KDP s'occupe des initiatives législatives et électorales de l'industrie, du gouvernement fédéral, des États et des administrations locales, mène des activités de lobbying, le cas échéant, et gère le Comité d'action politique de KDP et les adhésions à des associations commerciales.

II. Objectif du plaidoyer et activités de lobbying

Nous participons à des activités de plaidoyer visant à éduquer les décideurs et à contribuer au discours public sur les questions de politique publique importantes qui promeuvent une croissance durable.

Nos efforts de défense des politiques publiques sont axés sur des enjeux clés liés aux objectifs stratégiques de notre entreprise, y compris des efforts qui s'harmonisent avec la stratégie de responsabilité sociétale d'entreprise de KDP et qui nous aident à respecter nos engagements en matière de responsabilité sociétale d'entreprise.

Nous divulguons nos activités et dépenses de lobbying fédérales, étatiques et locales selon les exigences de la loi. Chaque trimestre, nous déposons des rapports fédéraux sur le lobbying auprès du Bureau du greffier de la Chambre des représentants des États-Unis et du secrétaire du Sénat des États-Unis. Nous déposons les divulgations de lobbying de l'État, au besoin, auprès des organismes gouvernementaux pertinents.

Divulgations de lobbying (en anglais seulement)

Les consultants de KDP qui soutiennent les efforts de défense de l'entreprise peuvent également être tenus de déposer des rapports de lobbying concernant leurs activités au nom de KDP, conformément à la Lobbying Disclosure Act ou aux lois de l'État applicables. KDP divulgue publiquement chaque année ses consultants en lobbying tiers.

Lobbyistes tiers enregistrés (en anglais seulement)

III. Engagement et harmonisation des associations commerciales

Nous sommes membres de plusieurs associations commerciales de l'industrie qui peuvent s'engager dans des activités de politique publique au nom d'un secteur de l'industrie. Une bonne partie de nos activités de défense des politiques publiques sont menées par nos membres de l'American Beverage Association (ABA) et de la Consumer Brands Association (CBA), ainsi que par des associations de boissons au niveau des États. Ces groupes représentent les industries des boissons et des produits de consommation aux États-Unis à l'échelle nationale, étatique et locale sur des questions qui sont d'une importance cruciale pour le secteur industriel.

Notre participation à des associations commerciales, y compris notre adhésion à un conseil d'administration d'association commerciale, ne signifie pas que nous sommes d'accord avec toutes les positions qu'une association commerciale adopte sur une question. De temps à autre, nos positions d'entreprise peuvent différer de celles des associations commerciales dont nous sommes membres. Lorsque nous adoptons des positions qui diffèrent de celles de nos associations commerciales, nous communiquons avec elles pour exprimer notre point de vue.

Notre vice-président, Affaires gouvernementales, notre chef de la direction, Affaires corporatives et notre avocat général examinent chaque année l'engagement de KDP et son harmonisation continue avec les associations commerciales et leurs politiques particulières.

Nous divulguons annuellement les associations commerciales auxquelles KDP verse des cotisations annuelles ou des droits d'adhésion.

Associations commerciales (en anglais seulement)

En l'absence d'approbation de KDP, les associations commerciales ne peuvent utiliser les fonds de l'entreprise pour des dépenses de campagne indépendante ou des contributions à une campagne électorale.

IV. Contributions politiques de l'entreprise et Code de conduite

KDP ne fait aucune contribution politique directe aux candidats, aux partis ou à leurs comités, même lorsque la loi le permet. En outre, KDP ne fait pas de dépenses indépendantes directes au nom des candidats qui se présentent à des postes locaux, étatiques ou fédéraux.

De plus, notre Code de conduite interdit :

- l'utilisation des fonds, des installations et des autres actifs de l'entreprise pour appuyer, directement ou indirectement, tout candidat politique sans l'approbation de notre vice-président, Affaires gouvernementales, de notre chef de la direction, Affaires corporatives et de notre chef de la direction, Affaires juridiques;
- le remboursement aux employés, directement ou indirectement, des contributions politiques personnelles.

V. Comité d'action politique de KDP

Nous croyons que le soutien financier aux candidats responsables nous permet de réussir en tant qu'entreprise vouée à la croissance, à l'intégrité et à l'innovation. Le Comité d'action politique de KDP offre à nos employés un moyen volontaire de participer au processus démocratique et d'appuyer les candidats américains de façon bipartite en fonction des facteurs énoncés dans nos critères de contribution politique.

À l'exception des dépenses administratives, le Comité d'action politique de KDP est financé uniquement par les contributions volontaires des employés admissibles. Il est inacceptable de forcer un employé à contribuer au Comité d'action politique de KDP ou à faire une contribution politique de quelque nature que ce soit. Nos employés ont le droit de participer au processus politique à titre individuel comme bon leur semble et de faire des contributions politiques sous forme de temps ou d'argent aux candidats ou aux partis de leur choix. Toutes les contributions favorisent les intérêts de l'entreprise et sont faites sans égard aux préférences politiques privées des dirigeants de KDP.

Le Comité d'action politique de KDP est conforme à toutes les lois applicables concernant les contributions politiques, y compris les lois exigeant la divulgation publique de ces contributions auprès de la Federal Election Commission (FEC). Toutes les contributions faites par le Comité d'action politique de KDP sont déclarées dans les documents déposés auprès de la FEC et sont accessibles au public sur le site Web de la Commission http://www.fec.gov.

Tous les paiements effectués par le Comité d'action politique de KDP pour appuyer les partis, les comités ou les candidats politiques des États-Unis ou des États doivent être approuvés par le comité exécutif du Comité d'action politique KDP. Les fonds du Comité d'action politique de KDP sont conservés dans un

compte distinct sous la surveillance de la Trésorerie et le Conseil d'administration de KDP examine périodiquement ses activités.

Toutes les contributions du Comité d'action politique de KDP à des candidats à des fonctions politiques aux États-Unis sont guidées par les critères suivants :

- La position du candidat sur les questions de lois ou de politiques qui ont une incidence sur les activités commerciales de KDP;
- Le district ou l'État du candidat représente un secteur où KDP a des installations opérationnelles ou des employés;
- Le service du candidat au sein des principaux comités ou caucus qui traitent de questions législatives ou stratégiques importantes pour les activités de KDP et la croissance durable;
- Le rôle de leadership actuel du candidat ou son affectation potentielle à un poste de direction dans une ville, un comté, une assemblée législative d'un État ou au Congrès des États-Unis;
- La position du candidat sur les politiques qui s'harmonisent avec nos engagements en matière de responsabilité sociétale d'entreprise.

VI. Autres organisations politiques et de sécurité sociale

Si KDP verse des contributions à des organisations qui répondent aux exigences des sections §501(c)(4) ou §527 du code de l'IRS, les contributions seront divulguées annuellement. KDP n'a pas versé de contributions à ces types d'organisations en 2023.